

Commune

Colombier

Règlement général de commune

(du 6 mars 2008 – **modifié le 07 septembre 2009**)

Table des matières

Chapitre 1 - Dispositions générales

Définition, garantie d'existence et fusion	1.1
Armoiries	1.2
Autorités	1.3
Titres et fonctions	1.4
Ressources	1.5
Impôts	1.6
Electeurs	1.7
Non-électeurs	1.8
Eligibilité	1.9
Droit d'initiative	
a) Principe et objet	1.10
b) Exercice du droit	1.11
c) Renvoi	1.12
Droit de référendum	
a) Principe et objet	1.13
b) Publication	1.14
c) Délai	1.15
d) Renvoi	1.16
e) Référendum obligatoire	1.17

Chapitre 2 - Incompatibilités, exclusions

Incompatibilités	
a) absolues	2.1
b) relatives	2.2
Exclusions	2.3

Chapitre 3 - Conseil général

Election	3.1
Impression des bulletins et matériel de vote	3.2
Constitution	3.3
Vacance	3.4
Bureau	3.5
Attributions	3.6
Attributions du bureau	3.7
Réception de la correspondance et signature	3.8
Convocation	3.9
Empêchements	3.10
Séances ordinaires	3.11
Séances extraordinaires	3.12
Séances publiques	3.13
Huis clos	3.14
Ouverture de la séance	3.15
Quorum	3.16

Validité des décisions	3.17
Délibérations	3.18
Propositions du Conseil communal	3.19
Lettres et pétitions	3.20
Motions et propositions	3.21
Interpellations	3.22
Questions	3.23
Objets ne figurant pas à l'ordre du jour	3.24
Propositions du Conseil communal ne figurant pas à l'ordre du jour	3.25
Ouverture de la discussion	3.26
Discussion	3.27
Suspension de séance	3.28
Clôture de la discussion	3.29
Amendements	3.30
Votations	3.31
Participation du président aux votations	3.32
Votations à main levée	3.33
Appel nominal	3.34
Scrutin secret	3.35
Droit de cité d'honneur	3.36
Nominations	3.37
Clause d'urgence	3.38
Procès-verbal	3.39
Jetons de présence	3.40
Droit à l'information	3.41

Chapitre 4 - Conseil communal

Election	4.1
Vacance	4.2
Démission	4.3
Constitution	4.4
Dicastères	4.5
Responsabilité des chefs de dicastères	4.6
Bureau	4.7
Attributions, compétence, obligations	4.8
Budget et comptes	4.9
Compétences financières	4.10
Vérification des comptes	4.11
Nomination des commissions	4.12
Mesures d'urgence	4.13
Responsabilité solidaire	4.14
Interdiction de soumissionner	4.15
Séances	4.16
Votations	4.17

Nominations et adjudications	4.18
Validité des décisions	4.19
Honoraires	4.20
Indemnités de déplacement	4.21
Rétributions extraordinaires	4.22
Secret de fonction	4.23

Chapitre 5 - Commissions nommées par le Conseil général

Nominations	5.1
Refus de nomination	5.2
Mode de nomination	5.3
Représentation du Conseil communal	5.4
Quorum	5.5
Convocation	5.6
Correspondance	5.7
Rapports	5.8
Jetons de présence	5.9
Secret de fonction	5.10
Compétences financières	5.11
Abrogé (CG 30.04.09-CE 22.06.09)	5.12
Commission financière	5.13
Commission technique	5.14
Commission de police du feu et de salubrité	5.15
Commission des naturalisations et des agrégations	5.16
Commission culture-loisirs-sports	5.17

Chapitre 6 - Commissions nommées par le Conseil communal

Dispositions générales	6.1
Composition des commissions et bureau	6.2
Convocation	6.3
Commission d'urbanisme	6.4
Secret de fonction	6.5

Chapitre 6bis - Conseil d'établissement scolaire (CG 30.04.09 – CE 22.06.09)

Dispositions générales	6.10
Composition	6.11

Chapitre 7 - Dispositions financières

Crédit d'engagement	7.1
Crédit complémentaire	7.2
Montant brut	7.3
Amortissement	7.4
Crédit budgétaire	7.5
Dépassement d'un crédit budgétaire	7.6
Visa	7.7
Budget	7.8

Comptes	7.9
Marchés publics	7.10

Chapitre 8 - Administrateur communal et autres employés

Nomination	8.1
Attributions	8.2
Cahier des charges	8.3
Signature	8.4
Cautionnement	8.5
Statut	8.6
Secret de fonction	8.7

Chapitre 9 - Dispositions finales

Abrogation et sanction	9.1
------------------------	------------

Commune de Colombier

Règlement général

Chapitre 1

Dispositions générales

Définition, garantie d'existence et fusion	<p>1.1 ¹ La commune de Colombier réunit sous ce nom tous les habitants qui y sont domiciliés et tous les biens appartenant à la communauté.</p> <p>² L'existence de la commune et de son territoire sont garantis ; aucune fusion ni division, non plus qu'aucune cession de territoire, ne peut avoir lieu sans son consentement.</p> <p>³ L'Etat encourage les fusions de communes et la collaboration intercommunale ; cette dernière peut être imposée dans certains domaines, lorsqu'elle est nécessaire à l'accomplissement des tâches des communes.</p>
Armoiries	<p>1.2 Les armoiries communales sont : de gueules à la croix d'argent cantonnée en chef de deux colombes du même. (graphiquement : sur un fond rouge, la croix transversale blanche porte deux colombes blanches, placées sur la branche horizontale et tournée vers la gauche)</p>
Autorités	<p>1.3 Les autorités communales sont :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le Conseil général ;b) le Conseil communal ;c) abrogé (CG 30.04.09-CE 22.06.09) ;d) les commissions instituées par les lois et règlements, notamment les commissions financière, des naturalisations et des agrégations, de la police du feu et de la salubrité publique ;e) les commissions consultatives et le Conseil d'établissement scolaire (CG 30.04.09-CE 22.06.09).
Titres et fonctions	<p>1.4 Les titres et fonctions cités dans le présent règlement s'entendent aussi bien au féminin qu'au masculin.</p>
Ressources	<p>1.5 La commune pourvoit à ses dépenses :</p> <ul style="list-style-type: none">a) par le revenu des biens communaux ;b) par les impôts, taxes, redevances et droits dont la perception est légalement ou réglementairement autorisée ;c) par les bénéfices des services industriels.
Impôts	<p>1.6 ¹ La commune perçoit les impôts conformément à la loi sur les contributions directes.</p>

² Les taux, ainsi que toutes les dispositions relatives à la perception, sont fixés par arrêté du Conseil général soumis à la sanction du Conseil d'Etat.

Electeurs

1.7 Sont électrices et électeurs en matière communale, s'ils sont âgés de 18 ans révolus :

- a) les Suissesses et les Suisses domiciliés dans la commune ;
- b) les Suissesses et les Suisses de l'étranger qui sont inscrits dans le registre électoral de la commune en vertu de la législation fédérale ;
- c) les étrangères et les étrangers ainsi que les apatrides domiciliés dans la commune qui sont au bénéfice d'une autorisation d'établissement en vertu de la législation fédérale et qui ont leur domicile dans le canton depuis au moins un an.

Non-électeurs

1.8 Ne peuvent être ni électeurs ni éligibles :

- a) ceux qui exercent des droits politiques hors de la commune,
- b) les personnes interdites pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit (article 369 CCS) ; elles peuvent toutefois, selon la procédure prévue par le droit cantonal, être réintégrées dans le corps électoral, par décision du département désigné par le Conseil d'Etat, en prouvant qu'elles sont capables de discernement.

Eligibilité

1.9 ¹ Tous les électeurs communaux sont éligibles.

Droit d'initiative

a) Principe et objet

1.10 ¹ Dix pour-cent des électeurs de la commune peuvent demander l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un règlement communal, d'une décision du Conseil général (à l'exclusion des nominations) ou d'un projet quelconque intéressant la commune.

² La demande d'initiative revêt la forme d'un projet rédigé ou celle d'une proposition générale.

³ Elle doit respecter le principe de l'unité de la matière.

b) Exercice du droit

1.11 ¹ Toute initiative doit être annoncée par écrit au Conseil communal, accompagnée d'un exemplaire des listes de signatures.

² Si la liste satisfait aux conditions légales, le Conseil communal publie sans retard dans la Feuille officielle le titre et le texte de l'initiative, ainsi que la liste des membres du comité d'initiative.

³ Les listes de signatures doivent être déposées en une seule fois au Conseil communal au plus tard six mois après la publication du texte de l'initiative dans la Feuille officielle.

⁴ Le comité d'initiative se compose de trois électeurs au moins.

⁵ Le Conseil communal contrôle si l'initiative a recueilli dans le délai le nombre de signatures valables ; le Conseil général décide de sa recevabilité matérielle.

c) Renvoi

1.12 ¹ Les dispositions sur l'initiative législative en matière cantonale sont applicables par analogie.

	<p>² Toutefois, si l'initiative a recueilli dans les délais le nombre prescrit de signatures valables, le Conseil communal la transmet au Conseil général, accompagnée d'un rapport, dans les six mois qui suivent la publication des résultats et lorsque l'initiative revêt la forme d'une proposition générale et qu'elle est soumise au vote du peuple, le Conseil général a un an pour y satisfaire si elle est acceptée.</p>
Droit de référendum a) Principe et objet	<p>1.13 ¹ Dix pour-cent des électeurs de la commune peuvent demander que soit soumis au vote populaire :</p> <ul style="list-style-type: none">a) tout arrêté ou règlement du Conseil général contenant des dispositions générales et intéressant la commune dans son ensemble ;b) toute décision du Conseil général ayant pour effet de créer un nouvel engagement financier ou une nouvelle dépense à la charge du budget communal. <p>² Ne peuvent pas faire l'objet d'une demande de référendum :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le budget et les comptes ;b) les décisions et arrêtés ayant un caractère d'urgence ; la clause décrétant l'urgence doit figurer dans l'acte lui-même et être prononcée à la majorité des deux tiers des membres du Conseil général qui prennent part à la votation.
b) Publication	<p>1.14 ¹ Tout arrêté ou décision du Conseil général susceptible d'une demande de référendum doit faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'une publication officielle par le Conseil communal.</p> <p>² Si le texte n'est pas susceptible d'une publication intégrale, il suffit d'en publier l'intitulé, accompagné de la mention que le texte intégral peut être consulté au bureau communal.</p>
c) Délai	<p>1.15 ¹ La demande de référendum doit être déposée auprès du Conseil communal dans les quarante jours qui suivent la publication de la décision contestée.</p> <p>² Lorsque le délai référendaire expire entre le 15 juillet et le 15 août ou entre le 20 décembre et le 10 janvier, il est prolongé de 10 jours.</p>
d) Renvoi	<p>1.16 Pour le surplus, les dispositions relatives au référendum facultatif cantonal sont applicables par analogie.</p>
e) Référendum obligatoire	<p>1.17 ¹ Le Conseil communal soumet obligatoirement au vote du peuple toute contribution spéciale autorisée par le Conseil d'Etat en application de l'article 41 de la loi sur les communes, du 21 décembre 1964, dans les six mois dès l'adoption par le Conseil général.</p> <p>² En matière de fusion ou de division, le consentement de la commune est soumis au référendum obligatoire.</p> <p>³ Tout changement du mode d'élection des membres du Conseil communal est soumis au référendum obligatoire. Le système peut être changé jusqu'à la fin du mois de décembre précédant les élections communales, la votation sur cet objet devant intervenir au plus tard jusqu'au 31 décembre.</p>

⁴ Toute réduction du nombre de sièges au Conseil général, décidée par ce dernier, est soumise au référendum obligatoire et la votation sur cet objet doit intervenir au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année précédant les élections communales.

Chapitre 2

Incompatibilités, exclusions

Incompatibilités a) absolues

2.1 ¹ Les époux, partenaires enregistrés au sens de la loi fédérale ou cantonale sur le partenariat, personnes menant de fait une vie de couple, parents et alliés jusqu'au troisième degré inclusivement, ne peuvent siéger ensemble au bureau du Conseil général ou au Conseil communal. (CG 30.04.09-CE 22.06.09)

² Les membres du Conseil d'Etat et le chancelier d'Etat ne peuvent faire partie ni du Conseil communal ni du Conseil général. Les fonctionnaires et les employés communaux, à l'exception du corps enseignant, ne peuvent faire partie du Conseil communal. Ils peuvent faire partie du Conseil général dans la mesure où leur fonction le permet. Le Conseil général dresse, par arrêté soumis à la sanction du Conseil d'Etat, la liste des fonctions de l'administration communale incompatibles avec le mandat de conseiller général.

³ Les membres du Conseil communal ont voix consultative dans le Conseil général, mais ils ne peuvent en faire partie.

⁴ Abrogé. (CG 30.04.09-CE 22.06.09)

⁵ Abrogé. (CG 30.04.09-CE 22.06.09)

⁶ Le conjoint, le partenaire enregistré au sens de la loi fédérale ou cantonale sur le partenariat, les personnes menant de fait une vie de couple, les parents et alliés, jusqu'au deuxième degré d'un membre du personnel d'une école ne peuvent faire partie de la commission de cette école.

b) relatives

2.2 ¹ Aucun membre du Conseil général, du Conseil communal ou d'une commission ne peut assister à une discussion, ni prendre part à une décision dans laquelle il aurait un intérêt ou qui concernerait :

- a) une personne à laquelle il est ou a été uni par le mariage ;
- b) une personne à laquelle il est ou a été lié par un partenariat enregistré fédéral ou cantonal ;
- c) une personne avec laquelle il mène de fait une vie de couple ;
- d) un de ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

² Les cas de récusation sont soumis à l'appréciation de l'Autorité à laquelle appartient le membre récusable, qui statue en son absence.

Exclusions

2.3 Les membres du Conseil général ou du Conseil communal cessent de faire partie de ces autorités : (CG 30.04.09-CE 22.06.09)

- a) immédiatement, lorsqu'ils ne remplissent plus les conditions d'éligibilité, notamment s'ils cessent d'avoir leur domicile dans la commune ou s'ils sont déclarés, par jugement, incapables de revêtir une charge ou une fonction officielle ;

- b) à l'expiration d'un délai d'option de dix jours non utilisé, lorsqu'ils se trouvent dans l'un des cas d'incompatibilité prévus à l'article 17 de la loi sur les communes ;
- c) après mise en demeure, lorsqu'il apparaît qu'ils ne veulent plus exercer leur mandat, l'autorité compétente étant celle à laquelle ils appartiennent.

Chapitre 3

Conseil général

Election

3.1 ¹ Le Conseil général est élu intégralement pour quatre ans, selon le système de la représentation proportionnelle, à raison d'un membre par 50 habitants, toute fraction de 25 habitants et plus comptant pour 50.

² Si le chiffre de la population, déterminé par l'avant-dernier recensement cantonal, donne pour le Conseil général un nombre pair, ce nombre est augmenté d'une unité.

³ Les communes peuvent réduire à un nombre impair inférieur, mais de 25% au maximum, le nombre de sièges au Conseil général calculé selon les alinéas premier et 2. La réduction est interdite dans la mesure où elle a pour effet qu'un siège au Conseil général corresponde à plus de 150 habitants.

⁴ Le nombre de sièges au Conseil général ne peut excéder 41 ni être inférieur à 15.

⁵ La commune qui entend faire usage de la faculté que lui réserve l'alinéa 3 en soumet la proposition, une fois connus les résultats du recensement, au Conseil général. Celui-ci doit se prononcer. Sa décision est soumise au référendum obligatoire et la votation sur cet objet doit intervenir au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année précédant les élections communales.

⁶ En dérogation aux dispositions des alinéas 3 et 4, les communes de moins de 875 habitants peuvent réduire par nombre pair jusqu'à 13, celles de moins de 775 habitants jusqu'à 11, et celles de moins de 300 habitants jusqu'à 9, le nombre de sièges au Conseil général. La procédure prévue à l'alinéa 5 est applicable.

Impression des bulletins et matériel de vote

3.2 ¹ Le Conseil communal fait imprimer les bulletins de vote et les bulletins électoraux pour les votations et les élections de la commune.

² Les bulletins électoraux sont imprimés avec la dénomination dont les partis politiques et groupements d'électeurs ont obtenu l'usage exclusif et durable.

³ Ils comportent à la suite de la liste des candidats un espace libre équivalant au cinquième de leur surface.

⁴ La chancellerie d'Etat, pour le compte des communes et de manière individualisée, fait parvenir simultanément aux électrices et électeurs de chacune d'entre elles, le matériel de vote nécessaire pour exercer leur droit de vote au bureau de vote ou par correspondance.

⁵ Le matériel de vote doit parvenir aux électrices et électeurs de la commune :

a) pour les élections, 10 jours au plus tard avant le scrutin ;

- b) pour les votations, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant le scrutin.

Constitution

3.3 ¹ Dès que le Conseil communal a validé l'élection du Conseil général, il convoque ce dernier en séance de constitution.

² La séance est présidée par le doyen d'âge ; les trois plus jeunes membres remplissent provisoirement les fonctions de secrétaire et de questeurs.

³ L'assemblée ainsi constituée procède à la nomination de son bureau.

Vacance

3.4 ¹ Lorsqu'une vacance se produit, le membre sortant doit être remplacé à bref délai.

² Le nouveau conseiller général ne pourra siéger qu'après avoir été proclamé élu par le Conseil communal.

Bureau

3.5 ¹ Le bureau du Conseil général comprend un président, deux vice-présidents, un secrétaire, un secrétaire-adjoint et deux questeurs.

² Les membres sortant de charge sont immédiatement rééligibles à l'exception du président, qui ne peut occuper son siège plus d'une année pendant la même législature.

Attributions

3.6 Le Conseil général a les attributions suivantes :

1. Il élit conformément à l'article 3.37 ci-après :

- a) son bureau pour un an ;
- b) le Conseil communal et ses délégués au Conseil d'établissement scolaire pour quatre ans au début de chaque période administrative ; (CG 30.04.09-CE 22.06.09)
- c) la Commission financière pour la période administrative ;
- d) les membres des commissions :
 - technique
 - de police du feu et de salubrité publique
 - des naturalisations et des agrégations
 - culture, loisirs et sports ;
- e) les commissions consultatives qu'il y aurait lieu de désigner ;
- f) les représentants de la commune dans les Conseils intercommunaux et les Conseils régionaux des syndicats intercommunaux ou régionaux auxquels celle-ci participe, l'article 73 de la loi sur les communes étant réservé.

2. Il propose les éventuels candidats représentant la commune dans les comités et les comités régionaux des syndicats intercommunaux ou régionaux auxquels celle-ci participe ;

3. Il arrête ou modifie ses règlements, sous réserve de la sanction du Conseil d'Etat ;

4. Il adopte le budget communal, vote les crédits supplémentaires, les emprunts et engagements financiers et statue sur les comptes qui lui sont présentés annuellement par le Conseil communal ;

5. Il se prononce sur toute dépense non prévue par le budget et excédant le montant prévu à l'article 4.10 ci-après ;

6. Il délibère et vote sur toutes les propositions qui lui sont faites et qui se rapportent :

- a) aux impositions communales ;
- b) à l'acceptation de dons et legs faits à la commune ;
- c) aux participations et garanties financières accordées par la commune, qui dépassent les compétences financières du Conseil communal ;
- d) aux actions judiciaires que la commune pourrait introduire, ainsi qu'aux transactions, désistements et acquiescements dans les procès intéressant la commune, sous réserve de l'article 30, chiffre 6, de la loi sur les communes ;
- e) aux aliénations, échanges, acquisitions et grèvements d'immeubles, ainsi qu'à la remise à bail de terrains pour une durée supérieure à vingt ans ;
- f) à l'octroi du droit de cité d'honneur.

7. Il exerce le droit d'initiative de la commune ;

8. Enfin, il veille à la bonne gestion des biens de la commune et à leur conservation, ainsi qu'à la bonne marche des services publics.

Attributions du bureau

3.7 Les attributions particulières des membres du bureau sont les suivantes :

- a) Le président dirige les délibérations de l'assemblée.
- b) Il rappelle à la question ceux qui s'en écartent ou à l'ordre ceux qui le méritent par leur attitude ou leurs propos.
- c) L'effet du rappel à l'ordre peut être augmenté par une mention au procès-verbal.
- d) En l'absence du président, ses fonctions sont exercées par le vice-président ou, à défaut, par un autre membre de l'assemblée désigné par celle-ci.
- e) Le président en fonction ne délibère pas. S'il désire le faire, il se fait remplacer momentanément par le vice-président.
- f) Le secrétaire procède à l'appel nominal et tient le procès-verbal des délibérations. En cas d'absence, il est remplacé par le secrétaire-adjoint ou un autre conseiller général.
- g) Les questeurs sont chargés de délivrer et de recueillir les bulletins de vote, d'en faire le dépouillement, de compter à haute voix les suffrages lors des votes à main levée et d'en donner le nombre au président.

Réception de la correspondance et signature

3.8 ¹ Le président reçoit la correspondance adressée au Conseil général et en donne connaissance à la plus prochaine séance.

² Il signe, avec le secrétaire, tous les actes et arrêtés émanant du Conseil général.

Convocation

3.9 ¹ La convocation du Conseil général doit se faire par écrit.

² Elle mentionne le jour, l'heure et l'ordre du jour de la séance.

³ Les cas d'urgence exceptés, elle doit être remise au domicile de chaque conseiller, au minimum 15 jours avant la séance.

⁴ Elle doit être rendue publique, tout comme les rapports à l'intention de leurs membres. Ces documents sont envoyés aux médias qui en font la demande.

Empêchements

3.10 ¹ Tout membre du Conseil général empêché d'assister à une séance doit s'en excuser à l'avance par écrit auprès du président.

² Si un membre manque trois séances consécutives sans s'être fait excuser, il sera invité par lettre à mettre plus d'assiduité dans l'exercice de son mandat ou à présenter sa démission.

Séances ordinaires

3.11 ¹ Le Conseil général se réunit en séance ordinaire deux fois par an :

- la première, dans les quatre premiers mois de l'année, pour l'examen de la gestion et des comptes du Conseil communal pour l'année écoulée,
- la seconde, dans le courant du dernier trimestre, pour l'examen du projet de budget présenté par le Conseil communal pour l'année suivante.

² Il est convoqué, dans les deux cas, par le Conseil communal qui fixe l'ordre du jour des séances.

³ Dans la première de ces séances ordinaires, le Conseil général nomme son bureau.

Séances extraordinaires

3.12 ¹ Le Conseil général se réunit en séance extraordinaire à la demande du Conseil d'Etat, du Conseil communal ou du bureau du Conseil général.

² Il est convoqué par le Conseil communal qui arrête l'ordre du jour de la séance, après consultation du président du Conseil général.

³ Le Conseil général se réunit également en séance extraordinaire lorsque le quart de ses membres en fait la demande écrite au président.

⁴ Dans ce cas, il est convoqué par le bureau du Conseil général.

Séances publiques

3.13 ¹ Les séances du Conseil général sont publiques.

² Le public doit garder le silence et s'abstenir de toute remarque d'approbation ou de désapprobation.

³ En cas de nécessité, le président peut faire prendre toute mesure utile allant jusqu'à l'évacuation de la salle.

Huis clos

3.14 Si un intérêt prépondérant public ou privé l'exige, le Conseil général peut à la majorité des membres présents, ordonner le huis clos ou n'autoriser que la présence des médias.

Ouverture de la séance

3.15 ¹ Chaque séance est ouverte par l'appel nominal.

² Suivent l'adoption du procès-verbal de la séance précédente et la lecture des motions.

³ Puis, le président rappelle l'ordre du jour et ouvre les délibérations.

Quorum	<p>3.16 ¹ Le Conseil général ne peut prendre de décisions valables que si les membres présents forment la majorité de son effectif.</p> <p>² Toutefois, si une première convocation ne réunit pas cette majorité, les membres présents pourront décider une nouvelle convocation « par devoir » ; les décisions prises par l'assemblée ainsi convoquée seront valables quel que soit le nombre des membres présents.</p>
Validité des décisions	<p>3.17 ¹ Le Conseil général ne peut délibérer et, à plus forte raison, prendre des décisions valables que sur les objets figurant à l'ordre du jour de la séance.</p> <p>² Toutefois, si le cas d'urgence est admis par les deux tiers au moins des membres présents, il peut délibérer et statuer sur des objets présentés séance tenante par l'un ou l'autre de ses membres ou par le Conseil communal.</p>
Délibérations	<p>3.18 Les objets sur lesquels le Conseil général est appelé à délibérer sont présentés dans l'ordre suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) élections et nominations,b) propositions, projets d'arrêtés et rapports du Conseil communal,c) lettres et pétitions,d) motions et propositions présentées par les membres du Conseil général,e) interpellations et questions.
Propositions du Conseil communal	<p>3.19 ¹ Toute proposition ou tout projet d'arrêté du Conseil communal doit être accompagné d'un rapport écrit.</p> <p>² Tout projet d'arrêté doit faire l'objet de deux débats au moins.</p> <p>³ Le premier débat porte sur l'entrée en matière ; si elle est acceptée et si le projet n'est pas renvoyé à une commission, il est soumis à un second débat, article par article.</p> <p>⁴ Finalement, l'assemblée se prononce sur l'ensemble du projet.</p> <p>⁵ Le Conseil communal peut retirer ses rapports ou propositions de l'ordre du jour tant qu'une décision d'entrée en matière n'est pas intervenue.</p>
Lettres et pétitions	<p>3.20 ¹ Le président donne connaissance des lettres et pétitions adressées au Conseil général.</p> <p>² Il est fait lecture d'une pièce si le bureau ou le Conseil général lui-même le décide.</p> <p>³ Une lettre ou une pétition en rapport avec un objet inscrit à l'ordre du jour reste en suspens et est classée après la liquidation de cet objet.</p> <p>⁴ Les pétitions sans rapport avec un objet inscrit à l'ordre du jour sont renvoyées pour étude et rapport au Conseil communal ou à une commission spéciale.</p> <p>⁵ Toute pétition doit être examinée quant au fond et faire l'objet d'une réponse le plus tôt possible.</p>

Motions et propositions	<p>3.21 ¹ Tout membre du Conseil général a le droit de demander l'étude d'une question déterminée (motion) ou de présenter un projet d'arrêté rédigé de toutes pièces (proposition).</p> <p>² Les motions et propositions doivent être déposées sous forme écrite 20 jours avant une séance pour pouvoir être inscrites à l'ordre du jour.</p> <p>³ Les motions et propositions sont développées par leur auteur ou l'un des cosignataires ; elles peuvent faire l'objet d'amendements.</p> <p>⁴ Toute motion ou proposition prise en considération est renvoyée au Conseil communal pour examen et rapport dans une prochaine séance, mais au plus tard dans un délai de 1 an.</p> <p>⁵ Toutefois, le cas d'urgence prévu à l'article 3.17 ci-dessus est réservé : s'il est admis, la motion ou la proposition prise en considération peut être discutée séance tenante, à la suite de l'ordre du jour, et aboutir à une décision ou un arrêté du Conseil général.</p>
Interpellations	<p>3.22 ¹ Tout membre du Conseil général a le droit d'interpeller le Conseil communal sur un objet déterminé ressortissant à la politique ou à l'administration communale.</p> <p>² L'interpellation est développée par son auteur, puis le Conseil communal doit répondre.</p> <p>³ Aucune discussion n'est ouverte, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.</p> <p>⁴ L'interpellateur se déclare satisfait ou non satisfait et l'interpellation est close.</p> <p>⁵ Aucun vote ne peut intervenir à la suite de la discussion d'une interpellation.</p>
Questions	<p>3.23 ¹ Tout membre du Conseil général a le droit de poser une question sur un objet quelconque ne figurant pas à l'ordre du jour.</p> <p>² Si la question s'adresse au Conseil communal, ce dernier répond immédiatement s'il le peut ou à la séance suivante.</p>
Objets ne figurant pas à l'ordre du jour	<p>3.24 ¹ Tout membre du Conseil général a le droit de demander la discussion d'un objet ne figurant pas à l'ordre du jour.</p> <p>² Mais, le cas d'urgence prévu à l'article 3.17 excepté, la délibération et une éventuelle décision ne peuvent intervenir qu'au cours d'une séance ultérieure.</p>
Propositions du Conseil communal ne figurant pas à l'ordre du jour	<p>3.25 ¹ Le Conseil communal peut faire au Conseil général des propositions ou des communications, sans que celles-ci figurent à l'ordre du jour.</p> <p>² En cas d'urgence, le Conseil général décide, en application de l'article 3.17, s'il y a lieu de passer à la discussion et de prendre une décision ou de renvoyer celle-ci à une séance ultérieure.</p>
Ouverture de la discussion	<p>3.26 ¹ La discussion est ouverte, dirigée et close par le président.</p> <p>² Il donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils l'ont demandée.</p>

³ Lorsqu'il y a plusieurs orateurs inscrits, la parole est donnée premièrement à celui qui n'a pas encore parlé.

⁴ Toutefois, après un rapport du Conseil communal ou d'une commission, les membres de ce Conseil ou de cette commission ont la priorité s'ils demandent la parole.

⁵ Les membres du Conseil communal peuvent obtenir la parole au moment où ils le jugent opportun.

Discussion

3.27 ¹ Les orateurs ne doivent adresser la parole qu'au président ou à l'assemblée ; ils doivent éviter toute personnalité.

² Toute discussion entre membres de l'assemblée est interdite. Il en est de même de tout signe d'approbation et de désapprobation.

Suspension de séance

3.28 Une suspension de séance doit être ordonnée par le président lorsque le Conseil communal ou un groupe politique du Conseil général en fait la demande.

Clôture de la discussion

3.29 ¹ La discussion est close lorsque personne ne demande plus la parole.

² Toutefois, si cinq membres au moins de l'assemblée demandent de clore la discussion plus tôt, le président mettra immédiatement cette proposition en votation.

³ Si la clôture est décidée à la majorité des voix, la parole ne sera plus donnée qu'aux orateurs déjà inscrits ou au membre du Conseil communal ou d'une commission qui remplit les fonctions de rapporteur.

Amendements

3.30 ¹ Chaque membre peut proposer un amendement ou un sous-amendement.

² L'amendement tend à introduire dans l'objet en discussion une modification de texte ou une disposition additionnelle ; le sous-amendement consiste dans une modification proposée à un amendement.

³ Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements et les amendements avant la proposition principale.

⁴ Lorsque plus de deux amendements sont présentés pour le même objet, ils sont opposés l'un à l'autre en votation éventuelle. Il en est de même lorsque deux sous-amendements sont présentés pour le même objet.

⁵ Lorsque plus de deux amendements sont présentés pour le même objet, ils sont mis aux voix, les uns après les autres, chaque conseiller général ne pouvant voter que pour un seul. Si aucun n'a obtenu la majorité absolue, l'amendement qui a recueilli le moins de voix est éliminé et les autres amendements sont à nouveau mis aux voix de la même manière jusqu'à ce que l'un d'eux obtienne la majorité absolue. La même procédure est adoptée lorsque plus de deux sous-amendements sont présentés pour le même objet.

Votations	<p>3.31 ¹ Lorsque le débat est clos, le président en résume brièvement l'objet, énonce les questions sur lesquelles l'assemblée va se prononcer, puis fait procéder au vote.</p> <p>² S'il y a contestation sur la manière dont les questions sont posées, l'assemblée en décide.</p> <p>³ Dès que la votation est commencée et jusqu'à la proclamation du résultat, nul ne peut obtenir la parole.</p> <p>⁴ Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.</p>
Participation du président aux votations	<p>3.32 ¹ Dans les votations à main levée ou à l'appel nominal, le président ne vote pas, mais il départage les voix en cas d'égalité.</p> <p>² En revanche, il participe aux votes au scrutin secret.</p>
Votations à main levée	<p>3.33 ¹ La votation se fait à main levée, hormis les cas prévus aux articles 3.34 à 3.37.</p> <p>² Il est toujours procédé à la contre-épreuve.</p>
Appel nominal	<p>3.34 La votation a lieu à l'appel nominal lorsque cinq membres au moins de l'assemblée le réclament.</p>
Scrutin secret	<p>3.35 ¹ La votation a lieu au bulletin secret si la demande en est faite par la majorité des membres présents.</p> <p>² En cas d'égalité des voix au scrutin secret, la proposition est rejetée.</p>
Droit de cité d'honneur	<p>3.36 Le vote accordant le droit de cité d'honneur requiert la majorité des deux tiers des membres du Conseil général.</p>
Nominations	<p>3.37 ¹ Les candidats sont annoncés au président et présentés par lui ; le suffrage accordé à un candidat ayant décliné sa candidature ou n'ayant pas été présenté avant le scrutin est nul.</p> <p>² Les nominations se font au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages ; après deux tours infructueux, un troisième tour en décide à la majorité relative.</p> <p>³ Si le nombre des candidats ayant obtenu la majorité absolue dépasse celui des personnes à élire, ceux qui ont obtenu le moins de voix sont éliminés.</p> <p>⁴ Dans le dépouillement des scrutins, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs ou nuls, ni des abstentions, qui ne comptent pas pour le calcul de la majorité ; en cas d'égalité des voix au troisième tour, le tirage au sort en décide.</p> <p>⁵ L'élection tacite est réservée lorsque le nombre des candidats proposés est égal ou inférieur à celui des candidats à élire.</p>
Clause d'urgence	<p>3.38 ¹ Lorsqu'une décision du Conseil général est munie de la clause d'urgence, elle n'est pas soumise au référendum.</p> <p>² L'urgence doit être prononcée à la majorité des deux tiers des membres qui prennent part à la votation et figurer dans la décision elle-même.</p>

³ La clause ne peut se justifier que par des motifs importants et notamment une urgence réelle : un crédit urgent ne saurait être voté pour des travaux terminés, pour remédier à des retards accumulés antérieurement, accélérer la réalisation d'un projet ou encore par pure commodité.

Procès-verbal

3.39 ¹ Le procès-verbal des séances du Conseil général doit faire mention :

- a) du nom de la personne qui a présidé l'assemblée,
- b) du nombre de membres présents,
- c) du nombre de membres absents, en indiquant ceux qui étaient excusés et ceux qui ne l'étaient pas,
- d) des objets mis en discussion, des propositions faites, ainsi que des diverses opinions émises et des arguments invoqués pour et contre,
- e) des décisions finales, avec le nombre de voix pour et contre chaque proposition ou amendement,
- f) de l'heure de l'ouverture et de celle de la clôture de la séance.

² Dès que le procès-verbal est approuvé, il est signé par le président et le secrétaire. Le registre, une fois terminé, est déposé aux archives communales.

Jetons de présence

3.40 Le montant des jetons de présence est fixé par le Conseil général.

Droit à l'information

3.41 Toute personne a le droit de consulter les documents officiels, dans la mesure où aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose.

Chapitre 4

Conseil communal

Election	<p>4.1 ¹ Le Conseil communal est composé de cinq membres, élus pour quatre ans, conformément à l'article 3.37 du présent règlement, au début de chaque législature.</p> <p>² Les conseillers communaux sont immédiatement rééligibles.</p>
Vacance	<p>4.2 Lorsqu'une vacance survient dans le Conseil communal, le Conseil général est convoqué dans le plus bref délai pour y pourvoir.</p>
Démission	<p>4.3 Le Conseil général prendra acte de la démission donnée par un membre du Conseil communal après que celui-ci aura rendu compte de son administration au Conseil communal qui lui en aura donné décharge.</p>
Constitution	<p>4.4 ¹ Chaque année ou en cas de départ de l'un de ses membres, le Conseil communal nomme son bureau selon l'article 3.37 du présent règlement.</p> <p>² En cas d'égalité, le sort en décide.</p> <p>³ Il répartit entre ses membres les dicastères de l'administration communale.</p> <p>⁴ Chaque chef de dicastère a un suppléant.</p>
Dicastères	<p>4.5 Les dicastères du Conseil communal sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">0 – Administration générale1 – Sécurité publique2 – Enseignement et formation3 – Culture, loisirs et sports4 – Santé et prévoyance sociale5 – Trafic et environnement6 – Services industriels7 – Economie publique8 – Bâtiments9 – Finances
Responsabilité des chefs de dicastère	<p>4.6 ¹ Chaque chef de dicastère est responsable de sa gestion envers le Conseil communal. Il assume la direction du personnel qui lui est subordonné.</p> <p>² Il propose et soumet au Conseil communal les projets de règlements et d'arrêtés sur les objets relevant de son dicastère.</p> <p>³ Il est responsable de la signature des pièces justificatives des dépenses relevant de sa compétence.</p>
Bureau	<p>4.7 ¹ Le bureau du Conseil communal se compose du président, du vice-président, du secrétaire et du secrétaire-adjoint.</p>

	<p>² Le président exerce la surveillance générale sur la marche de l'administration communale et en particulier sur le bureau communal ; il préside les séances du Conseil communal, en fixe l'ordre du jour et en dirige les débats.</p> <p>³ Il reçoit, en règle générale, la correspondance et toutes communications adressées à la commune.</p> <p>⁴ Il signe, avec le secrétaire, toute la correspondance et autres actes écrits officiels émanant du Conseil communal.</p> <p>⁵ Le vice-président remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.</p> <p>⁶ Le secrétaire est chargé :</p> <p>a) de signer, avec le président, la correspondance et autres actes écrits du Conseil communal,</p> <p>b) d'assurer la bonne gestion des archives communales.</p>
Attributions, compétence, obligations	<p>4.8 ¹ Le Conseil communal exerce, dans les limites du budget et des décisions du Conseil général, les attributions que les lois et les règlements lui confèrent.</p> <p>² Les conseillers communaux agissent selon le principe de la collégialité.</p>
Budget et comptes	<p>4.9 ¹ Le Conseil communal présente au Conseil général, dans sa séance ordinaire de fin d'année, le projet de budget pour l'exercice annuel suivant, accompagné d'un rapport.</p> <p>² Le Conseil communal arrête ses comptes au 31 décembre. Dans la première séance ordinaire de l'année, il les soumet au Conseil général.</p>
Compétences financières	<p>4.10 ¹ Le Conseil communal devra demander un crédit au Conseil général pour toute dépense non budgétisée supérieure à Fr. 20'000.-.</p> <p>² La commission financière est informée des crédits décidés par le Conseil communal.</p>
Vérification des comptes	<p>4.11 ¹ Le Conseil communal fait procéder chaque année à une vérification complète des comptes par un expert comptable reconnu par l'Etat.</p> <p>² Ce contrôle doit s'effectuer conformément aux directives du Département de la justice, de la sécurité et des finances (DJSF).</p>
Nomination des commissions	<p>4.12 ¹ Le Conseil communal nomme son délégué au Conseil d'établissement scolaire et les membres des commissions dont la loi ou le règlement communal n'attribue pas la compétence au Conseil général. (CG 30.04.09-CE 22.06.09)</p> <p>² Il peut également nommer des commissions consultatives.</p>
Mesures d'urgence	<p>4.13 En cas d'urgence, le président du Conseil communal ou le chef du dicastère intéressé prend les mesures qu'il juge nécessaires ; il en réfère au Conseil communal dans le plus bref délai.</p>

Responsabilité solidaire	4.14 Les membres du Conseil communal sont solidairement responsables des pertes que pourrait subir la commune du fait qu'ils auraient négligé de régulariser le cautionnement de l'administrateur communal ou du caissier ou accepté comme caution des personnes notoirement insolvables.
Interdiction de soumissionner	4.15 Aucun membre du Conseil communal ne peut soumissionner, quelle que soit la procédure applicable, à un marché public de constructions, de fournitures et de services de la commune.
Séances	4.16 Le Conseil communal se réunit en règle générale 1 fois par semaine.
Votations	4.17 ¹ Sous réserve des cas de récusation, chaque membre du Conseil communal est tenu de voter sur les objets mis en délibération. ² Les membres absents ne peuvent pas voter. ³ Les décisions sont prises à la majorité des voix. ⁴ Le président vote. En cas d'égalité des voix, son vote compte double.
Nominations et adjudications	4.18 ¹ Les nominations et adjudications sont faites à la majorité. ² Le directeur intéressé donne en premier lieu son préavis motivé, avec pièces à l'appui.
Validité des décisions	4.19 ¹ Le Conseil communal ne peut prendre de décision valable que si les membres présents forment la majorité du Conseil élu. ² Les rapports présentés par le Conseil communal émanent de cette instance prise dans son ensemble ; il ne peut, par conséquent, pas être fait de rapport de minorité.
Honoraires	4.20 Les membres du Conseil communal reçoivent un traitement ou des honoraires fixés par le Conseil général.
Indemnités de déplacement	4.21 Il est alloué aux membres du Conseil communal des indemnités de déplacement suivant le tarif officiel alloué par l'Etat à ses collaborateurs.
Rétributions extraordinaires	4.22 Le Conseil communal peut allouer à ses membres des rétributions extraordinaires pour travaux effectués en dehors des obligations normales.
Secret de fonction	4.23 Les membres du Conseil communal et l'administrateur communal sont tenus de garder secrets les faits qui doivent le rester en raison de leur nature et dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur fonction.

Chapitre 5

Commissions nommées par le Conseil général

Nominations	<p>5.1 ¹ Le Conseil général nomme dans son sein ou en dehors les commissions instituées par les lois et les règlements :</p> <ul style="list-style-type: none">a) abrogé, (CG 30.04.09-CE 22.06.09)b) la Commission financière,c) la Commission technique,d) la Commission de police du feu et de salubrité publique,e) la Commission des naturalisations et des agrégations,f) la Commission culture, loisirs et sports.g) les commissions non permanentes qu'il y a lieu de désigner pour la législature en cours. <p>² Le Conseil général nomme en son sein ses délégués au Conseil d'établissement scolaire ou en dehors les autres membres du Conseil d'établissement scolaire. (CG 30.04.09-CE 22.06.09)</p>
Refus de nomination	<p>5.2 Un membre du Conseil général ne peut refuser de faire partie d'une commission que s'il fait déjà partie de deux autres.</p>
Mode de nomination	<p>5.3 ¹ Les membres de toutes les commissions sont nommés au scrutin secret, à la majorité absolue ou tacitement. Ces nominations interviennent au début de la législature et pour la durée de celle-ci.</p> <p>² Un membre démissionnaire doit être impérativement remplacé.</p> <p>³ Les membres des commissions sont immédiatement rééligibles.</p> <p>⁴ Les bureaux des commissions peuvent être renouvelés chaque année.</p>
Représentation du Conseil communal	<p>5.4 ¹ Le Conseil communal peut se faire représenter à toutes les séances des commissions du Conseil général.</p> <p>² Il a voix consultative.</p>
Quorum	<p>5.5 L'art 3.16 du présent règlement de commune est applicable par analogie.</p>
Convocation	<p>5.6 ¹ Le Conseil communal convoque pour la première réunion de chaque législature les commissions qui ne sont pas présidées d'office par l'un de ses membres.</p> <p>² Dans ce cas, le doyen d'âge en prend la présidence jusqu'au moment où la commission a élu son président et son rapporteur.</p>
Correspondance	<p>5.7 La correspondance des commissions est signée par le président et le secrétaire ou le rapporteur.</p>
Rapports	<p>5.8 Les rapports de toutes les commissions doivent être communiqués au Conseil communal au moins 20 jours avant d'être présentés au Conseil général.</p>

Jetons de présence	5.9 Les membres des commissions reçoivent pour les séances un jeton de présence fixé par le Conseil général et éventuellement une indemnité de déplacement suivant le tarif attribué par l'Etat à ses collaborateurs.
Secret de fonction	5.10 Les membres des commissions sont tenus de garder secrets les faits qui doivent le rester en raison de leur nature et dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat.
Compétences financières	5.11 Les commissions ne peuvent décider d'aucune dépense en dehors des prévisions du budget sans avoir été autorisées par le Conseil communal dans la limite de ses compétences.
Commission scolaire	5.12 Abrogé. (CG 30.04.09-CE 22.06.09)
Commission financière	5.13 ¹ La commission financière se compose de 7 membres, choisis au sein du Conseil général. ² Son bureau est formé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire-rapporteur. ³ Elle examine le budget ainsi que la gestion et les comptes présentés par le Conseil communal et doit déposer son rapport relatif à ces objets avant les débats au Conseil général. ⁴ Dans l'exercice de son mandat, elle a accès à toutes les pièces nécessaires. ⁵ Elle est informée des crédits décidés par le Conseil communal dans le cadre de ses compétences et préavise l'octroi de crédits d'engagements non prévus au budget des investissements. ⁶ La commission est convoquée par son président ou par le Conseil communal.
Commission technique	5.14 ¹ La commission technique est composée de 7 conseillers généraux. ³ Le bureau de la commission se compose d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire-rapporteur. ⁴ Les attributions de la commission sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- conseiller les chefs des dicastères pour assurer la meilleure gestion possible des travaux relevant du domaine des dicastères des services industriels et trafic et environnement ;- examiner et donner son préavis sur tous les objets relatifs aux réseaux d'eau de l'éclairage public des routes, des canalisations et des égouts, aux chemins, aux trottoirs, aux places de parc et de jeux, aux plans d'alignements, au cimetière, à la gestion des ordures et déchets ;- s'intéresser aux questions et problèmes énergétiques pouvant concerner la commune ;- préaviser les objets présentés au Conseil général concernant les dicastères des services industriels et trafic et environnement.
Commission de police du feu et de salubrité	5.15 ¹ La commission de police du feu et de salubrité est composée de 7 membres.

² Elle est présidée par le conseiller communal chef du dicastère de la sécurité publique, qui en fait partie de droit.

³ Le commandant du corps des sapeurs-pompiers et son remplaçant sont invités à assister aux séances de la commission.

⁴ Les attributions de la commission de police du feu et de salubrité sont déterminées par les lois et règlements y relatifs.

Commission des naturalisations et agrégations

5.16 ¹ La commission des naturalisations et agrégations se compose de 7 membres choisis au sein du Conseil général.

² Son bureau est formé d'un président et d'un rapporteur.

³ Elle rapporte au Conseil communal, en préavisant l'octroi ou le refus de la naturalisation ou de l'agrégation.

⁴ Ses attributions sont déterminées par les lois et règlements y relatifs.

Commission culture-loisirs-sports

5.17 ¹ La Commission culture, loisirs et sport est composée de 9 membres : le directeur du dicastère qui en fait partie de droit et la préside, 4 membres du Conseil général, 1 représentant des Amis de la Grande Salle, 1 représentant de l'ASLC, 1 représentant de VIVACITE et 1 membre de la Direction du Théâtre. En fonction des besoins et de la nature des objets à traiter, elle pourrait être complétée de façon permanente ou ponctuelle par d'autres personnes avec voix consultative. (CG 11.06.09 – CE 12.08.09)

² Le bureau de la commission se compose du président, du vice-président et d'un rapporteur-secrétaire.

³ Les attributions de la Commission sont les suivantes :

- examiner et donner son préavis sur les objets communaux ou soumis à la commune qui concernent les activités et installations culturelles, de loisirs et sportives, tant sur le plan financier que réglementaire ;
- examiner et donner son préavis sur le budget et les comptes, relativement à sa sphère de compétences ;
- examiner et donner son préavis sur la ligne artistique de la saison théâtrale de la Grande Salle et son programme culturel ;
- examiner et donner son préavis sur le budget et les comptes de la Direction du Théâtre ;
- collaborer avec la Direction du Théâtre notamment lors de la mise en place de spectacles ;
- être à l'écoute des besoins de la population en matière de culture, de loisirs et de sport ;
- le cas échéant, formuler des propositions de manifestations, d'équipements, d'embellissement du village (budget et financement) ;
- recenser, si possible, toutes les manifestations se déroulant sur le territoire communal ;
- collaborer avec les sociétés villageoises lors de manifestations particulières.

(CG 11.06.09 – CE 12.08.09)

Chapitre 6

Commissions nommées par le Conseil communal

Dispositions générales	<p>6.1 Le Conseil communal nomme, au début de chaque législature, les commissions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la commission d'urbanismeb) les commissions consultatives, permanentes ou non, qu'il juge nécessaires à la bonne marche de la commune.
Composition des commissions et bureau	<p>6.2 ¹ Les commissions nommées ci-dessus sont présidées par l'un des membres du Conseil communal, qui est compris dans leur effectif.</p> <p>² Pour le surplus, elles désignent elles-mêmes leur bureau.</p>
Convocation	<p>6.3 Elles sont convoquées sur décision de leur président, du Conseil communal ou à la demande du quart de leurs membres.</p>
Commission d'urbanisme	<p>6.4 ¹ La commission d'urbanisme se compose de 7 membres, choisis dans les milieux compétents.</p> <p>² Ses attributions sont fixées par la législation cantonale et la réglementation communale spécifique.</p>
Secret de fonction	<p>6.5 Les dispositions de l'art. 5.10 sont applicables par analogie.</p>

Chapitre 6 bis

Conseil d'établissement scolaire

(CG 30.04.2009 – CE 22.06.09)

Dispositions générales	6.10 ¹ Le Conseil d'établissement scolaire est l'organe consultatif pour les cycles primaires 1 et 2 de la scolarité obligatoire.
Composition	6.11 ¹ Le Conseil d'établissement scolaire est composé de 9 membres. ² Il est composé a) d'un délégué du Conseil communal, nommé par le Conseil communal, b) de 3 délégués du Conseil général, nommés par le Conseil général en son sein, c) de 2 délégués représentant les parents d'élèves, nommés par ces derniers; d) de 2 délégués représentant le corps enseignant de l'établissement, nommés par lui; e) d'un délégué représentant les autres professionnels de l'établissement, nommé par le Conseil communal, ³ Chaque délégué ne peut représenter qu'une catégorie de membres de droit du Conseil d'établissement scolaire.
Organisation	⁴ Le Conseil d'établissement scolaire désigne son président, son vice-président et son secrétaire, pour la durée de la période administrative. ⁵ Ces mandats sont renouvelables. ⁶ Le Conseil est convoqué par son président. ⁷ Pour le surplus, le Conseil d'établissement scolaire s'organise lui-même, selon les modalités qu'il aura fixées dans un règlement interne ad' hoc.
Convocation	⁸ Il est convoqué sur demande de son président, du Conseil communal ou selon les modalités que le Conseil d'établissement scolaire aura adoptées.
Secret de fonction	⁹ Les membres du Conseil d'établissement sont tenus de garder secrets les faits qui doivent le rester en raison de leur nature et dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat.

Chapitre 7

Dispositions financières

Crédit d'engagement	<p>7.1 ¹ Le crédit d'engagement est l'autorisation d'investir, dans un but précis, un montant fixé qui ne figure pas au budget de fonctionnement.</p> <p>² Le crédit d'engagement est périmé dès que son but est atteint, devenu sans objet ou abandonné.</p> <p>³ L'octroi d'un crédit d'engagement non prévu au budget des investissements nécessite le préavis favorable de la commission financière.</p>
Crédit complémentaire	<p>7.2 ¹ Un crédit complémentaire doit être demandé si le crédit d'engagement accordé se révèle insuffisant.</p> <p>² Un crédit complémentaire ne doit pas être demandé lorsque le dépassement de la dépense autorisée est provoqué par :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le renchérissement,b) l'exécution de travaux non prévus, indispensables en raison d'impératifs techniques ou de sécurité.
Montant brut	<p>7.3 ¹ Le crédit doit être voté sous la forme d'un montant brut.</p> <p>² Les subventions et participations de tiers éventuelles doivent être indiquées avec l'estimation de leur montant.</p>
Amortissement	<p>7.4 L'arrêté octroyant le crédit doit indiquer le ou les taux d'amortissement.</p>
Crédit budgétaire	<p>7.5 Le crédit budgétaire est une autorisation annuelle de dépense, d'un montant déterminé dans le compte de fonctionnement, qui doit reposer sur une loi ou une disposition réglementaire.</p>
Dépassement d'un crédit budgétaire	<p>7.6 Les dépassements relativement importants de crédits budgétaires doivent être justifiés dans les comptes.</p>
Visa	<p>7.7 Toute pièce justificative d'une dépense doit être visée par le conseiller communal responsable du dicastère concerné, son suppléant ou le président de commune.</p>
Budget	<p>7.8 ¹ Le budget, qui comprend un budget de fonctionnement et un budget des investissements, doit être adopté par le Conseil général avant le 31 décembre qui précède l'exercice auquel il se rapporte.</p> <p>² S'il n'est pas adopté à cette date, le Conseil communal ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.</p>
Comptes	<p>7.9 Les comptes, qui comprennent le bilan et le compte administratif (compte de fonctionnement et compte des investissements) sont arrêtés au 31 décembre et doivent être adoptés par le Conseil général jusqu'au 30 avril de l'année suivante.</p>

Marchés publics

7.10 ¹ Les marchés publics de construction, de fournitures et de services des communes sont régis par la loi cantonale sur les marchés publics (LCMP), du 23 mars 1999.

² Aucun marché ne doit être adjudgé de gré à gré sans que la commune ait été en possession de trois offres au moins.

³ Les marchés de minime importance sont exceptés.

Chapitre 8

Administrateur communal et autres employés

Nomination	<p>8.1 ¹ L'administrateur communal doit être de nationalité suisse.</p> <p>² Sa nomination est du ressort du Conseil communal et doit être ratifiée par le Conseil d'Etat.</p>
Attributions	<p>8.2 L'administrateur assume la direction administrative du personnel de tous les services de la commune réunis sous le nom d'administration communale.</p>
Cahier des charges	<p>8.3 ¹ Les attributions et obligations de l'administrateur sont fixées par un cahier des charges établi par le Conseil communal.</p> <p>² L'administrateur assiste aux séances du Conseil général et, avec voix consultative, à celles du Conseil communal ; il rédige les procès-verbaux du Conseil communal.</p>
Signature	<p>8.4 L'administrateur ne peut signer aucune pièce au nom du Conseil communal.</p>
Cautionnement	<p>8.5 L'administrateur doit être mis au bénéfice de l'assurance-cautionnement conclue par la commune.</p>
Statut	<p>8.6 ¹ Tous les fonctionnaires et employés communaux sont soumis à la législation cantonale sur le statut de la fonction publique, qui s'applique par analogie.</p> <p>² Les classes de traitement de l'Etat, propres à chaque fonction communale, sont définies par un arrêté du Conseil communal.</p> <p>³ Les traitements communaux suivent les adaptations décidées par l'Etat.</p>
Secret de fonction	<p>8.7 Il est interdit aux fonctionnaires et employés communaux de divulguer des faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur activité officielle et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales.</p>

Chapitre 9

Dispositions finales

Abrogation et sanction

9.1 Le présent règlement abroge et remplace celui du 30 avril 1980 ainsi que toutes dispositions contraires.

Il deviendra exécutoire dès qu'il aura subi l'épreuve référendaire et qu'il aura été sanctionné par le Conseil d'Etat.

Au nom du Conseil général
La présidente : Le secrétaire :

S. Marchand E. Antille

Colombier, le 6 mars 2008

Sanctionné par le Conseil d'Etat
le 28 avril 2008